



Congrès SNUipp

Renoncer, Never(s) ! Hasta la victoria, Toujours...

Au lendemain de l'élection de Sarkozy et à la veille de législatives annoncées comme un raz-de-marée UMP, marqué à l'interne par une période de transition et un fort renouvellement générationnel, le congrès du SNUipp s'est cherché, dans un contexte difficile et alors que les divisions syndicales perdurent, une voie entre continuité et recherche d'un second souffle.

Nous avons abordé le congrès en pointant un certain nombre d'inquiétudes : difficultés récurrentes à prendre la mesure et à analyser la cohérence des ruptures imposées à l'école et à la société par les politiques libérales ; difficultés à impulser avec les autres syndicats les mobilisations nécessaires sur l'école ; risque, dans un contexte de recul, d'en rabattre sur les exigences ou de remettre en cause certains « fondamentaux » du SNU (égalité dans les carrières, direction d'école et statut...).

Ce que nous analysons sur les transformations en profondeur à l'œuvre dans le système éducatif, la déstabilisation que cela provoque chez les enseignants et les équipes syndicales est fortement apparu dans le congrès. Les écoles ont été confrontées à de brusques et très profonds changements. Avec la loi Borloo, la loi sur le handicap, les interlocuteurs se sont multipliés et diversifiés, de nombreuses mesures ont induit des modifications importantes sur l'organisation et le fonctionnement des équipes (explosion des temps partiels, arrivée massive de précaires sur des missions nouvelles, remplacements, postes fléchés sans moyen supplémentaire, stages filés des PE2, PPRE, nouvelles missions des directeurs qui tendent à en faire un relais hiérarchique...) modifiant de fait les conditions de travail (temps de service, réunions...). A cela s'ajoute la remise en cause du paritarisme et des barèmes. Tout ce qui faisait la stabilité « historique » du premier degré connaît de profondes et rapides évolutions.



Les situations sont de plus en plus individualisées et tendent à isoler encore plus les enseignants des écoles.

Qu'en est-il du fédéral ?

Ces dernières années, la stratégie syndicale du SNUipp l'a souvent conduit à privilégier l'unité dans le premier degré à une approche plus globale et fédérale. Or, de plus en plus de réformes ou de dispositifs (ZEP, Borloo, PPRE, programmes et socle commun, formation, EVS,...) sont menés en cohérence dans les premier et second degrés et nécessiteraient une approche plus fédérale pour à la fois mieux cerner les enjeux au niveau de l'ensemble du système éducatif et aussi mieux organiser les réponses syndicales au sein de la FSU.

Le congrès en chiffres...

Le 7^{ème} congrès du Snuipp a réuni 410 délégués, dont 45 % de femmes (- 5 points par rapport au précédent). Les délégués sont plus âgés (68 % ont plus de 40 ans ; 60 % à Seignosse). Plus de 86 % des délégués sont PE. 18 % des délégués se réclamaient de l'EE, 42 % d'UA. La proportion de délégués hors tendance n'a pas varié. Lors de la dernière consultation nationale interne, en 2004, les scores étaient les suivants : UA 68%, EE 23% et Ensemble 5%. Quatre textes d'orientation ont été votés (Educatif, fonctionnement de l'École, les personnels, droits et syndicalisme) ainsi qu'une résolution de congrès.



PHOTOS : D. R.

A l'école, on apprend à lever le doigt pour parler...

D'autant plus que le risque de décrochage premier/second degré est important, les premières annonces gouvernementales allant dans ce sens : intégration des IUUFM et qualifications, horaires de service et heures supplémentaires, service minimum...

Les difficultés rencontrées pour aborder la question du service public de la petite enfance par exemple et de son articulation avec l'école maternelle, certes dans un contexte où la scolarisation des deux ans est fortement attaquée, témoignent de la nécessité d'élargir la réflexion au-delà de notre seul secteur professionnel.

Le congrès - et en amont les congrès départementaux - aurait dû constituer un cadre de débat et de confrontation des orientations ainsi qu'une relance du projet syndical du SNUipp en l'articulant avec les débats et les mandats de la FSU. Force est de constater que ce n'est pas totalement satisfaisant de ce point de vue. Le contexte électoral, la quasi-atonie au niveau de la vie syndicale dans les écoles ont pesé.

Ne pas lâcher...

Le débat général a rapidement fait apparaître deux approches. La première proposait de réviser à la baisse les mandats « fondateurs », jugés peu crédibles dans le contexte, pour tenter d'obtenir des avancées pour quelques-uns (hors classe par exemple). Une telle logique, si elle l'avait emporté, aurait affaibli l'ensemble de la profession en introduisant des éléments supplémentaires de division en son sein, plutôt qu'un point d'appui. L'autre approche, que nous avons



contribué à développer, avec d'autres et des sections départementales, a au contraire insisté sur la nécessité de tenir sur les « fondamentaux », notamment les revendications qui produisent de l'égalité et de s'appuyer sur les collègues les plus mobilisés pour construire et élargir les actions nécessaires.

Si ces débats ont pu être bien perceptibles, sans pour autant marquer un clivage « projet contre projet », ils auront aussi fait apparaître que les lignes de force sont parfois « mouvantes » ou « à géométrie variable ». Les questions revendicatives ou de stratégie syndicale traversent

aussi les tendances qui n'ont pas toujours une position homogène. Cela s'est particulièrement vérifié pour UA, mais aussi dans une moindre mesure pour l'EE, comme l'ont montré les débats sur la direction d'école ou la scolarisation obligatoire à trois ans. Nous devons poursuivre le débat entre nous...

Sur un certain nombre d'enjeux que nous avons identifiés, notamment la nécessité de mieux caractériser les attaques, ou encore sur des questions plus spécifiques comme la direction d'école et le statut, l'élargissement de la hors classe, « base élève », la place des femmes, les « sans papiers », les textes préparatoires ont été enrichis et renforcés par la prise en compte d'amendements de congrès départementaux avant même le congrès national. A Nevers, les débats en commission ont permis de poursuivre ce travail. Ils ont été nombreux et les positions en présence encore contradictoires ont été soumises explicitement au débat, donnant lieu parfois à des votes indicatifs. Les textes, à l'issue des commissions ont fait l'objet de nouvelles évolutions. De ce point de vue, la fonctionnalité du processus de construction de la synthèse à chaque étape du débat a été améliorée.

Quels liens avec le mouvement social ?

Les attaques contre les droits et les libertés et le développement des politiques sécuritaires ont largement été débattues. En s'appuyant sur de nombreux départements, le mandat

initial de moratoire de l'expérimentation « base élèves » est devenu une demande d'arrêt. Une campagne nationale engagera les collègues à résister à sa mise en place. C'est autour de cette notion de résistance que le débat s'est poursuivi : implication du SNUipp dans RESF, contre la loi CESEDA, dans la lutte contre la loi de prévention de la délinquance. Soutien et appel à la désobéissance civile, reconnaissance de la légitimité du droit de vote des étrangers à toutes les élections... de nombreux mandats ont été améliorés. Sur la place des femmes également, où sans adopter une mesure statutaire, le congrès a voté que « nos instances devraient tendre vers une représentation à 80 %, à l'image de la profession, sans jamais descendre au dessous de la parité. »

Les plénières, dernières étapes de la construction des mandats, ont permis de rendre compte de l'évolution des débats et des textes. Dans cette ultime étape, les synthèses proposées au congrès - qui reprennent en partie des positions que nous avons portées avec d'autres - n'ont pas fait l'objet de remise en cause. Il n'y a d'ailleurs eu que très peu d'amendements contradictoires maintenus au vote. Nous bénéficions, par notre activité militante, clairement identifiée ou moins, d'une véritable crédibilité et audience.

Mais le fait que le débat ne se soit pas prolongé en séance plénière, que peu d'amendements aient été maintenus au vote, et qu'au final, les textes ou résolution aient été adoptés à la quasi unanimité peut nous questionner, notamment sur la lisibilité du débat d'orientation.

Affaiblissement des divergences ? Accentuation du processus d'homogénéisation ? Autant de questions qui, dans un contexte difficile d'opposition à des politiques libérales mais aussi à une division syndicale maintenue où

les grands courants syndicaux sont identifiés à des organisations (UNSA, CFDT...), nous renvoient à « l'identité SNU » mais aussi à « notre identité » et probablement à notre implantation très diverse selon les départements.

Il est évident que le contexte politique a fortement pesé et conduit les militants à resserrer les rangs dans cette période difficile, aggravée par l'élection de Sarkozy. Et à privilégier, à l'interne, une volonté d'unité qui, dans la période, a fait défaut sur d'autres

Quelle direction ?

Au dernier congrès, un co-sécrétariat général de six membres avait été construit, difficilement, pour répondre à des équilibres dans la tendance majoritaire et intégrer une militante hors-tendance, sans minorer l'EE.

Il est remplacé maintenant, sans bilan devant le congrès, par un SG à trois (Gilles Moindrot - sortant- et Mariane Baby pour UA ; Renaud Bousquet pour l'EE). Les 5 autres co-SG (dont Sophie Zafari et Guy Pourchet de l'EE) terminaient leur mandat. La question des hors tendance, présents au secrétariat national mais absents du nouveau SG n'a pas été débattue. Largement présents dans les départements, les instances et au congrès, la question reste posée de la base (la seule synthèse ?) sur laquelle ils participent à une direction nationale. Le nouveau secrétariat national élu, composé à parité hommes/femmes, confirme la volonté de faire fonctionner le SNUipp de manière pluraliste (12UA, 5 EE et 3HT).

A la rentrée, une consultation nationale des syndiqués, sur la base de textes de tendances, permettra de vérifier les équilibres sortis du congrès.

terrains. D'autre part même les courants les plus modérés du SNU sont bousculés par des militants qui ne veulent pas de repli.

Renforcer encore l'EE

Pour autant, le risque de manque de visibilité en plénière pourrait conduire à rendre le vote d'orientation (dans le SNUipp, il a lieu après le congrès) difficilement compréhensible pour les militants et adhérents. L'EE devra être encore plus porteuse de propositions, de débats, et donner plus de sens politique aux positions qu'elle défend.

Le vote d'orientation devra renforcer notre place dans le SNUipp, pour confirmer et amplifier, avec et dans la FSU, notre capacité d'intervention sur l'orientation et les actions à développer, pour contribuer à construire les résistances nécessaires aux attaques libérales et l'unité des forces alternatives, de transformation sociale et de l'école.

Au final, les mandats confirment une orientation offensive du SNU et attachée à un projet syndical propre, original, qui s'appuie sur l'action et des mandats revendicatifs que nous avons contribué à construire ou à renforcer. Ces textes seront d'ailleurs nos points d'appui pour les mois à venir. Reste maintenant à les mettre en œuvre, dans un contexte difficile, avec vigilance et volontarisme. ●

EE SNUIPP



Pensifs...